

## Comment les organisations de défense des droits humains soutiennent l'attaque israélienne contre Gaza

### Description

*Les récents rapports des Médecins pour les Droits de l'Homme en Israël et de Human Rights Watch sur les viols massifs présumés et l'attaque de l'hôpital Ahli ne respectent pas les normes fondamentales des reportages sur les droits de l'homme et alimentent les campagnes de propagande israélienne justifiant le génocide.*

Par Lana Tatour, le 12 décembre 2023

*De la fumée s'élève de la bande de Gaza à la suite des frappes aériennes israéliennes le 11 décembre 2023 (Photo : Abir Sultan.Efe Via Zuma press Apaimage)*

Le 26 novembre, Human Rights Watch (HRW) et Physicians for Human Rights Israel (PHRI) ont chacun publié un rapport. Les deux rapports formulent de graves allégations contre les Palestiniens, affirmant qu'ils se sont livrés à des crimes de guerre et potentiellement à des crimes contre l'humanité. Le rapport de HRW, « [Conclusions sur l'explosion de l'hôpital al-Ahli du 17 octobre](#) », affirme que l'hôpital arabe Al-Ahli à Gaza a été touché par une roquette lancée par des Palestiniens le 17 octobre, tandis que le rapport du PHRI, « [La violence basée sur le genre comme un Arme de guerre lors des attaques du Hamas du 7 octobre](#) », accuse le Hamas d'avoir commis des violences sexuelles, notamment des viols.

Pour être clair, les allégations de violences sexuelles et de viols survenues le 7 octobre devraient faire l'objet d'une enquête. Guidée par des engagements antiracistes et féministes, j'affirme que les auteurs de violences basées sur le genre doivent être tenus responsables. Les victimes, toutes les victimes y compris les Palestiniens victimes de violences sexuelles, méritent justice. Les victimes de l'hôpital arabe Al-Ahli méritent également justice. Mais ce n'est pas ce que font ces rapports.

Une lecture attentive de ces rapports montre qu'aucun des deux ne répond aux normes de meilleures pratiques en matière de reporting et de recherche sur les droits de l'homme dans l'industrie, que HRW et PHRI ont tendance à respecter. Cette fois, cependant, les deux organisations ont sciemment appliqué un seuil de preuve différent et nettement plus bas en ce qui concerne les Palestiniens. Ces rapports sont basés sur [des spéculations plutôt que sur des preuves](#) et sur une méthodologie erronée qui équivaut à une conduite contraire à l'éthique. Aucun des deux rapports ne fournit de preuves fiables ou suffisantes pour étayer les graves allégations formulées.

Bien que les titres et les résumés des rapports soient concluants, on peut trouver dans les rapports des clauses de non-responsabilité dans lesquelles les organisations admettent effectivement que les rapports ne sont pas concluants. HRW, par exemple, écrit qu'une « enquête approfondie est

«nécessaire à» sur l'explosion d'Al-Ahli. De même, PHRI a critiqué que le rapport «ne tente ni ne vise à atteindre les seuils «gaux» à une mise en garde qu'ils n'incluent dans aucun de leurs autres rapports, y compris ceux traitant de la violence sexiste.

HRW et PHRI sont respectés dans la communauté des droits de l'homme et n'auraient jamais publié de rapports avec une base de preuve aussi faible si l'objet de l'enquête avait été Israël. La conduite contraire à l'éthique de HRW et de PHRI est rendue possible par le racisme anti-palestinien. Ces rapports représentent et alimentent un contexte mondial de suprématie blanche, d'islamophobie et de racisme anti-palestinien. Ces organisations savent que lorsqu'il s'agit des Palestiniens, elles ne feront pas l'objet d'un examen minutieux ni d'exigences de responsabilité de la part des gouvernements occidentaux, des médias et de la société civile.

Les rapports ne peuvent être considérés indépendamment des événements actuels et ils alimentent dangereusement les campagnes de propagande orchestrées par Israël, qui visent à déshumaniser les Palestiniens comme moyen de détourner l'attention et de justifier le génocide à Gaza.

Dans ce qui suit, j'examine chaque rapport en détail pour montrer en quoi il ne répond pas aux normes de reporting en matière de droits de l'homme.

## Timing

L'engagement de HRW et PHRI en faveur du droit international a toujours adopté une approche libérale et étroite, ignorant souvent le contexte et la politique. Un exemple significatif est le [rapport de HRW sur l'apartheid](#), qui ignore la cause profonde de l'apartheid en Palestine à savoir l'idéologie raciale du colonialisme de peuplement israélien. Au lieu de cela, ils considèrent toutes les parties comme égales, établissant une symétrie entre les «parties à un conflit» (comme ils le voient) indépendamment des relations de pouvoir.

Le moment de la publication des rapports doit être compris dans ce contexte de refus et d'effacement. Le 26 novembre, lorsque les rapports ont été publiés, plus de 12 000 Palestiniens avaient été tués à Gaza par Israël, et on estime que 4 000 autres étaient coincés sous les décombres. Plus de la moitié de la population était démunie et n'avait pas accès à l'eau, à la nourriture et aux médicaments.

Au lieu de cela, ces organisations ont choisi d'investir leur temps, leurs ressources et leur capital pour faire des Palestiniens qui sont quotidiennement massacrés et affamés une cible. Depuis le 7 octobre, HRW a publié deux rapports sur les atrocités palestiniennes et a également envoyé une équipe en Israël pour enquêter sur les allégations de violences sexuelles, tandis que PHRI a publié un rapport sur les attaques du Hamas contre des établissements de santé en plus de son rapport actuel.

Le rapport de HRW sur l'hôpital Al-Ahli a été publié alors qu'Israël déclarait la guerre au secteur de la santé à Gaza comme un de ses principaux [objectifs militaires](#). Israël a refusé l'entrée de médicaments et d'autres équipements médicaux et a

systématiquement ciblé les ambulances et les équipes médicales et bombardé des hôpitaux, notamment Al-Ahli, Al-Shifa, l'hôpital indonésien, al-Awda, l'hôpital du cancer et d'autres hôpitaux, prenant la plupart des hôpitaux de Gaza hors service. L'attentat à la bombe contre l'hôpital arabe Al-Ahli, géré par l'église anglicane, a servi, selon le chirurgien palestinien [Ghassan Abu Sitta](#), de « test décisif pour ce qu'ils avaient prévu de faire au reste du système de santé ».

Les groupes de la société civile palestinienne ont réagi au rapport de HRW et à juste titre avec indignation. Le mouvement BDS [a souligné](#) : « Le contenu et le calendrier indiquent une motivation politique, et non une défense des droits de l'homme. HRW, basé aux États-Unis, n'a pas encore pris de mesures significatives pour mettre fin au génocide de Gaza ou appeler à un cessez-le-feu. De même, une [déclaration collective](#) de deux douzaines d'organisations a déclaré qu'« une époque où la confiance du public dans les institutions indépendantes enquêtées est d'une importance capitale, ce rapport de HRW affaiblit la crédibilité des organisations de défense des droits humains et met la vie des Palestiniens en danger ».

Le moment n'est pas meilleur pour le rapport du PHRI. [À la mi-novembre, Israël a lancé une campagne](#) internationale bien orchestrée, affirmant que le Hamas avait systématiquement utilisé le viol comme arme de guerre le 7 octobre. [Netanyahu](#) lui-même a utilisé des allégations de violence sexuelle pour déshumaniser les Palestiniens en les considérant comme des ennemis de la civilisation et a fait appel aux « dirigeants civilisés », gouvernements, nations » pour soutenir la guerre d'Israël contre Gaza.

Dans le cadre de cette campagne, le ministre israélien des Affaires étrangères a annoncé qu'il profiterait de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre, pour dynamiser sa campagne. PHRI a publié son rapport le 26 novembre.

La campagne de propagande israélienne ne vise pas à obtenir justice pour les victimes qui méritent justice. En fait, Israël est [classé dernier](#) dans l'indice de l'OCDE pour l'égalité entre les hommes et les femmes et distribue actuellement largement des armes à ses citoyens, une mesure qui, selon les groupes de femmes, expose les femmes à un risque de violence domestique. La préoccupation soudaine d'Israël pour les femmes ne consiste pas à veiller à leur bien-être et à leurs droits, mais à transformer leur corps en arme afin de justifier les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide.

## Cadrage décontextualisé et raciste

Israël fait tout ce qui est en son pouvoir pour détruire tout ce qui peut [nourrir la vie humaine](#) à Gaza, dans le but de la rendre inhabitable. Il élimine et détruit tout : les gens, le secteur de la santé, les infrastructures, les universités, les mosquées, les églises, les bibliothèques, les maisons, les tours résidentielles, les boulangeries, les marchés, les épiceries, les bâtiments municipaux, les archives, les centres culturels, les écoles, des quartiers entiers, et camps de réfugiés. Pourtant, les deux organisations refusent de s'engager face aux preuves croissantes de génocide et de nettoyage ethnique, et HRW n'a pas encore appelé à un cessez-le-feu.

Au cours de la phase actuelle de la campagne génocidaire, les deux organisations ont refusé de situer Gaza dans le cadre plus large de l'histoire et du présent du colonialisme de peuplement en Palestine et, surtout, dans le cadre des objectifs d'Israël visant à rendre Gaza inhabitable et à expulser ses habitants.

Ils ont publié leurs rapports alors que les dirigeants israéliens réclamaient et exécutaient une autre Nakba. Cela inclut le Premier ministre israélien Netanyahu, qui a chargé son ministre de la Planification stratégique, Ron Dermer, d'explorer les moyens de « [réduire](#) » la population de Gaza au minimum possible.

Ces rapports servent l'obsession libérale de HRW et PHRI de paraître objectifs en se concentrant sur les « atrocités palestiniennes » afin de plaire et d'apaiser le public libéral israélien et occidental. Mais la publication de ces rapports doit être comprise comme plus qu'un simple geste cynique et bien calculé. Ils reflètent plutôt un point de vue exceptionnel, où la violence contre les Israéliens est considérée comme inadmissible, barbare et monstrueuse, tandis que la violence israélienne contre les Palestiniens est décrite en termes aseptisés et froids. Les Palestiniens, en tant que non-blancs, sont traités comme des figures statistiques et de bon sens de souffrance, de déplacement, de dépossession et de mort, tandis que les Israéliens, en raison de leur proximité avec la blancheur, sont considérés comme des figures de bon sens de la vie. La mort palestinienne est malheureuse – la mort israélienne est inacceptable.

Cependant, le timing et le cadre douteux des deux rapports qui s'inscrivent dans les récits qu'Israël promet pour soutenir sa campagne à Gaza ne sont pas les seuls problèmes liés à ces rapports. Une analyse spécifique de chacun montre également quel point ils ne répondent pas aux normes professionnelles de la communauté des droits de l'homme.

## HRW : Saper les témoignages palestiniens, ignorer les preuves crédibles

Le rapport de HRW sur l'attaque à l'hôpital d'Al-Ahli contextualise l'attaque des violations israéliennes continues contre l'hôpital, ignore les récits palestiniens sur l'attentat à la bombe et ne tient pas compte d'autres enquêtes crédibles sur les événements du 17 octobre.

HRW n'a pas visité le site de l'hôpital Al-Ahli, n'a pas non plus eu accès aux éclats d'obus et n'a pas été en mesure de procéder à une « identification concluante de la munition ». Pourtant, il a pointé des doigts accusateurs contre les Palestiniens, basant sa détermination sur « le bruit précédant l'explosion, la boule de feu qui l'accompagne, la taille du cratère résultant, le type d'écaboussures à proximité, et le type et le schéma de fragmentation visible autour du cratère » sont tous cohérents avec l'impact d'une fusée.

[Le Hamas](#) a déclaré qu'il accueillerait HRW à Gaza et qu'il coopérerait à une enquête indépendante et partagerait les preuves dont il dispose une fois que le génocide serait terminé et que les conditions le permettraient. HRW a refusé d'attendre même si rien dans ce rapport n'était urgent ni ne constituait une enquête originale.

Conformément aux attitudes racistes envers « les indigènes », HRW n'a pas pris en compte les nombreux témoignages qui ont émergé dans les jours suivants de la part du personnel médical, y compris des médecins et des citoyens ordinaires qui s'étaient réfugiés à l'hôpital. [HRW n'a pas contacté le directeur de l'hôpital](#), ni contacté le médecin qui a reçu les ordres d'évacuation israéliens. De plus, lorsque le rapport mentionne des sources palestiniennes (sans réellement prendre la peine de parler à ces sources), il remet en question leur crédibilité. Par exemple, « l'archevêque de l'église épiscopale de Jérusalem et du Moyen-Orient a déclaré que les 14, 15 et 16 octobre, l'hôpital Al-Ahli a reçu au moins trois avertissements téléphoniques pour évacuer, sans toutefois fournir de détails sur la source ou l'évacuation contenu des avertissements.

Ce refus de donner le poids qui leur revient au bombardement israélien de l'hôpital Al-Ahli le 14 octobre, ni aux menaces proférées par Israël contre l'hôpital, décontextualise l'éventuel incident du 17 octobre.

HRW a également ignoré les enquêtes disponibles et crédibles : [la première](#) menée par Forensic Architecture, Al-Haq et Earshot, et [la seconde](#) par Al Jazeera, qui contredisaient leurs conclusions.

[Forensic Architecture, Al-Haq et Earshot ont réalisé une reconstruction 3D et une analyse de trajectoire de deux vidéos accessibles au public à l'une diffusée par la Douzime chaïne israélienne et la seconde diffusée par Al Jazeera](#) qui, selon le gouvernement israélien, montrent qu'il s'agissait d'une roquette ratée qui a touché l'hôpital Al-Ahli.

À propos de la première vidéo, Forensic Architecture [écrit](#) : « Il s'agit d'un autre cas de localisation incorrecte et de timing incorrect : la vidéo documente une explosion qui s'est produite 24 secondes avant l'explosion d'Al-Ahli, et plus d'un kilomètre de là. » À propos de la vidéo [d'Al Jazeera](#), ils écrivent : « Notre analyse suggère que le missile est parti de l'extérieur de Gaza, près d'un site de lancement du « Dôme de fer » et a explosé à une hauteur de 5 km, à 5,7 km de l'hôpital. Tous les débris en chute libre issus de l'explosion auraient mis au moins 30 secondes pour atteindre Al-Ahli, mais l'explosion s'est produite seulement 8 secondes plus tard.

Israël a fondé ses accusations sur la vidéo d'Al Jazeera. En réponse, l'[équipe d'enquête numérique d'Al Jazeera](#) a mené une analyse approfondie de cette vidéo, ainsi que d'autres vidéos provenant de sources multiples, et a créé une chronologie détaillée des événements, seconde par seconde. Ils ont identifié la roquette lancée depuis Gaza, la roquette en question. La même roquette est également vue dans la vidéo israélienne. Le flux en direct d'Al Jazeera montre que la même fusée a été interceptée, puis détruite et brisée dans le ciel. Selon tous les flux et vidéos analysés, cette roquette a été interceptée et était la dernière lancée depuis Gaza avant le bombardement de l'hôpital. Cinq secondes après cette interception, montre l'enquête, une explosion peut être observée à Gaza, suivie deux secondes plus tard par une autre explosion, beaucoup plus importante. C'est la grève qui a frappé l'hôpital Al-Ahli. L'équipe d'enquête d'Al Jazeera n'a trouvé aucun fondement aux affirmations israéliennes selon lesquelles la frappe avait été causée par un échec de lancement de roquette.

HRW ne semble pas avoir [contacté](#) Al Jazeera, même s'ils font référence à leur vidéo dans le rapport.

Concernant la taille du cratère, HRW écrit : « Cette taille de cratère est incompatible avec la détonation ponctuelle d'une grosse bombe larguée par voie aérienne avec une charge utile hautement explosive. » [Francesco Sebgondi](#), chercheur et architecte et ancien enquêteur de Forensic Architecture, a abordé la faiblesse de cette affirmation. Sebgondi déclare que si les bombes d'une tonne créent généralement un grand cratère, d'autres missiles également utilisés par Tsahal ne laisseront pas un cratère considérable ». Le rapport de HRW ne considère pas cette option sérieusement. En outre, [Sebgondi déclare](#) que la probabilité qu'une roquette palestinienne ait pu causer tous ces dégâts est « extrêmement faible ». Ce qui est clair, ajoute-t-il, c'est qu'aucune détermination concluante n'a pu être tirée sur la base de la taille du cratère.

## PHRI : réciter la propagande israélienne

La première chose que l'on enseigne aux avocats, praticiens, experts, chercheurs et étudiants des droits de l'homme est de remettre en question les informations provenant des gouvernements, de mener des recherches indépendantes et de vérifier et d'évaluer la crédibilité des sources qu'ils utilisent avant de formuler de graves allégations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

PHRI n'a pas répondu à chacune de ces exigences fondamentales dans son rapport.

Une lecture attentive de toutes les sources citées dans le rapport montre que toutes, à une exception près, proviennent principalement des médias (israéliens et internationaux), et que d'autres proviennent d'initiatives de la société civile ayant des liens étroits avec le gouvernement. Dans une interview avec le [New Yorker](#), Hadas Ziv, directeur de l'éthique et de la politique chez Physicians for Human Rights Israel (l'ironie est difficile à ignorer) et co-auteur du rapport, a déclaré : « Nous n'avons pas interrogé de véritables témoins. » Même s'il est compréhensible qu'il soit trop tard pour interroger les survivants, on ne sait pas pourquoi les témoins interrogés par les médias ne l'ont pas été.

Essentiellement, le rapport est un capitulatif et une reformulation des briefings officiels et officieux et des présentations parlementaires faites par des responsables du gouvernement israélien. Les informations incluses dans les sources sur lesquelles ils s'appuient remontent explicitement ou facilement au gouvernement israélien, en particulier au bureau du Premier ministre et à la police israélienne. Le rapport ne contient aucune indication d'une vérification indépendante des preuves ou d'une enquête indépendante menée par PHRI. Ceci est en contradiction flagrante avec leur propre méthodologie dans les rapports précédents, y compris les rapports traitant de la violence sexuelle et sexiste. De plus, je n'ai pas trouvé un seul rapport publié par PHRI dans le passé qui s'appuie exclusivement sur des sources médiatiques.

Les décennies de travail du PHRI auraient dû leur apprendre que le gouvernement israélien a un long passé de malhonnêteté, de manipulation et de fabrication. Un exemple récent très médiatisé est le déni par Israël qu'un tireur isolé ait tué la journaliste palestinienne

Shireen Abu Akleh a été tuée en mai 2022. Cela a également été le cas depuis le 7 octobre, lorsque le gouvernement israélien a diffusé à plusieurs reprises des informations erronées et des mensonges purs et simples, par exemple, 40 blessés d'opacités, la présence d'un centre de « commandement et de contrôle » du Hamas sous l'hôpital Al-Shifa, et bien plus encore. Pourtant, cette fois-ci, le PHRI a jugé approprié de publier un rapport qui s'appuie sur des informations remontant au gouvernement israélien.

Vous trouverez ci-dessous des exemples de conduite non professionnelle de PHRI dans le rapport :

1. Le rapport s'appuie sur les témoignages diffusés par [CNN](#) concernant les violences sexuelles perpétrées par des Palestiniens le 7 octobre. Un article enquêté paru dans [Mondoweiss](#) montre l'échec de CNN à adhérer aux normes professionnelles et éthiques du journalisme dans ce rapport. Il a également prouvé que chaque témoin et « expert » diffusé par CNN manquait de crédibilité ou avait des liens avec des responsables et des institutions du gouvernement israélien.
2. Le reportage comprend le témoignage d'un bénévole de Zaka, diffusé sur la radio Kan Darom, au sujet de « la dissection de l'abdomen d'une femme enceinte et le fait de poignarder le fœtus ». Cette histoire a été rapportée plus tard comme étant une fabrication.
3. PHRI fait référence aux « Archives civiles pour la documentation des crimes commis contre les femmes par le Hamas », un organisme dirigé par Cochav Elkayam-Levy. La crédibilité de cette Commission et d'Elkayam-Levy sont toutes deux discutables. Elkayam-Levy, qui est devenue la principale porte-parole de la campagne de déshumanisation d'Israël, a travaillé auparavant pour le bureau du procureur général du gouvernement israélien au département de droit international, où sa tâche consistait à fournir une justification égale aux violations des droits de l'homme et aux crimes commis contre les Palestiniens, et également à travailler pour l'équipe de sécurité nationale du bureau du premier ministre.

De plus, PHRI cite un [webinaire](#) organisé par la Harvard Medical School, au cours duquel Elkayam-Levy a montré [une photo](#) affirmant qu'elle montrait une femme violée par le Hamas au festival Nova.

3. Cette photo a été diffusée par le ministre israélien des Affaires étrangères et s'est avérée être celle d'une combattante kurde ayant subi des abus sexuels. En d'autres termes, Elkayam-Levy est le porte-parole de la propagande israélienne.

Dans une interview accordée au journal [Haaretz](#), Elkayam-Levy affirme qu'elle n'a pas besoin de fournir des preuves, déclarant : « Suis-je celle qui doit fournir des preuves des actes des terroristes ? Quel genre de parodie est-ce qu'ils nous imposent le fardeau de la vérité ? Elle dit également que « la question des preuves est complètement secondaire ».

4. Une autre « source » utilisée par PHRI est [le MEMRI](#) (Middle East Media Research Institute), un organisme politiquement motivé qui a lancé le Centre de documentation sur les atrocités du Hamas (HADC). Le président et fondateur de MEMRI est [Yigal Carmon](#), un colonel à la retraite des services de renseignement des forces de défense israéliennes qui a servi comme conseiller en matière de lutte contre le terrorisme auprès de deux premiers ministres israéliens. Le rapport ne contient aucune indication sur une vérification

indépendante des affirmations de MEMRI.

5. Le PHRI s'appuie sur les reportages des médias pour citer les témoignages de moins ayant travaillé à la base militaire de Shura, où les corps des victimes du 7 octobre ont été amenés. Ces moins affirment avoir vu des signes de viol et de violence sexuelle, mais le PHRI affirme lui-même que les moins « ne sont pas professionnellement formés pour déterminer si un viol a eu lieu ». Cela n'a cependant pas conduit PHRI à prendre la seule décision acceptable qu'une organisation sérieuse de défense des droits de l'homme prendrait, à savoir ne pas les inclure dans le rapport. En d'autres termes, quel est l'intérêt d'inclure ces informations provenant de personnes qui, selon vous, n'ont aucune expertise pertinente ?
6. Le PHRI mentionne dans son rapport des aveux extorqués par le *Shabak* (service de sécurité israélien) connu pour avoir torturé des détenus palestiniens à des combattants du Hamas capturés par Israël le 7 octobre. Le PHRI mentionne que les témoignages ont probablement été extorqués sous la torture, mais il a jugé opportun de les mentionner.

## La suprématie judéo-israélienne du PHRI

Les organisations israéliennes de défense des droits humains, dont PHRI, sont impliquées dans le système colonial, et leur structure organisationnelle et leur travail sont marqués par la politique raciale. Comme Haneen Maikey et moi-même l'avons [crit](#) précédemment : « Le secteur israélien des droits de l'homme a un problème de suprématie judéo-israélienne ». Il existe une hiérarchie entre le personnel palestinien et juif, où les postes de direction, y compris ceux qui rédigent des rapports de politique publique et mènent des campagnes publiques, sont occupés par des Juifs israéliens. C'est également le cas au PHRI.

Il est donc pas surprenant que, selon des sources anonymes, le personnel palestinien du PHRI ait exhorté à ne pas publier ce rapport sans seuil de preuve, pour ensuite être réduit au silence et ignoré par le personnel juif.

PHRI a choisi de publier un rapport qui ne respecte pas les normes éthiques communes en matière de reportage sur les droits de l'homme, qu'ils ont respectés dans le passé. Elle comptait sur la crédibilité, la reconnaissance et le respect dont elle jouit au niveau international, et que le personnel palestinien a joué un rôle central dans la construction depuis des décennies.

Il ne s'agit pas de nier les allégations de violences sexuelles ni de prétendre qu'elles ne devraient pas faire objet d'une enquête. Cependant, en tant qu'organisation de défense des droits de l'homme, PHRI a la responsabilité de mener des recherches de manière éthique et a le devoir de publier des rapports crédibles. PHRI aurait pu s'engager dans une enquête approfondie, comme elle l'a fait dans ses autres reportages, mais elle a volontairement choisi, pour des raisons politiques et racistes, d'adopter une conduite compromise.

Dans la hâte de plaire à l'opinion publique israélienne, le PHRI a abandonné toutes les normes éthiques et professionnelles et a travaillé au service de la propagande israélienne et de la racialisation des Palestiniens, en particulier des hommes. C'est le racisme et un sentiment enraciné de suprématie juive où les victimes juives sont plus valorisées que les victimes

palestiniennes qui ont permis au PHRI de publier un rapport sans aucune preuve.

## Responsabilité

La demande est simple : ne pas appliquer un seuil de preuve plus bas et des normes éthiques douteuses lorsqu'il s'agit des Palestiniens. La méthodologie doit être solide, les preuves doivent être concluantes et il ne faut pas pointer du doigt si facilement, surtout pas vers les personnes qui subissent un génocide.

HRW et PHRI ont publié des rapports contraires à l'éthique avec un sentiment d'impunité, violant le principe fondamental de « ne pas nuire », qui est le strict minimum attendu dans les secteurs des droits humains et de l'humanitaire.

Les Palestiniens exigent des comptes. HRW et PHRI doivent des réponses aux Palestiniens.

*Lana Tatour est chargée de cours en développement mondial, avec une expertise sur le colonialisme de peuplement, la race et le racisme, les droits de l'homme et la Palestine. Elle donne des cours sur le développement international, l'aide et l'humanitaire, ainsi que sur les méthodologies de recherche. Avant de se tourner vers le monde universitaire, elle était chercheuse en droits de l'homme.*

Par [Mondoweiss](#)

Traduction : AJC pour l'Agence Média Palestine

**date crée**  
2023/12/15